

DECLARATION LIMINAIRE : CTL DU 06 MARS 2012

Monsieur le Président du Comité Technique Local,

Nous vous avons alerté à de nombreuses reprises sur la **dégradation des conditions de travail** des agents dans le département suite à la diminution drastique des effectifs.

Face à l'accroissement des tâches, de plus en plus d'agents se trouvent en situation critique et souffrent par exemple de stress et de dépression.

Nous ne pouvons donc qu'être satisfaits de l'instauration d'un Tableau de Bord de Veille Sociale.

Nous craignons cependant que les futures restitutions soient incomplètes et que les chefs d'unité s'autolimitent.

Le tableau de bord est départemental mais nous demandons, pour pouvoir effectuer notre rôle, à avoir des restitutions par unités de travail.

Sur les sites, **l'afflux du public** rend le contact de plus en plus difficile avec les usagers.

Nous souhaitons ainsi que dans les indicateurs départementaux, les agressions physiques et verbales de l'extérieur soient prises en compte.

Concernant les conditions de travail nous demandons un meilleur **suivi des stagiaires**.

Ainsi des stagiaires sont prolongés de leur stage alors qu'il n'ont pas toujours bénéficié d'un véritable suivi.

Les agents du département, en plus des suppressions d'effectifs, vont devoir désormais subir des **conditions matérielles de travail dégradées**.

Le budget départemental baisse de près de 4 100 000 euros !

Cette baisse va de plus se cumuler aux nombreux couacs provoqués par l'application CHORUS.

Les documents du Comité Technique Local (CTL) remis aux organisations syndicales sont de plus en plus légers.

Ainsi nous n'avons plus les budgets par unités de travail, ni le programme des travaux, ni les demandes de matériels logistiques ou de mobiliers.

Les CTL deviennent de plus en plus **une simple chambre d'enregistrement**.

Nous avons la désagréable impression qu'ils sont organisés par obligation, uniquement pour la forme.

La preuve en est que les suppressions d'emplois ont été annoncées aux responsables d'unité de travail avant que le Comité Technique Local sur les emplois ait eu lieu.

Vous négligez le dialogue social, en atteste également les réponses tardives à nos mails.

Alors, nous dire à longueur d'année « on vous entend », « on vous écoute », « on va s'en occuper » etc, au bout d'un moment le langage atteint sa limite.

La restauration d'un véritable dialogue social sincère est nécessaire.

Ainsi, il est dommage que la consultation sur **les ponts naturels** ait été présentée aux responsables d'unité comme une consultation forcée, une tentative de putsch des syndicats. Pourtant, les agents ont très largement répondu à cette consultation, démontrant leur intérêt pour celle-ci.

Nous espérons que vous prendrez en compte les demandes des agents.

La déshumanisation du travail est une expression qui se répand dans la DDFIP 93.

Nous souhaitons ne pas être obligés de boycotter de futurs Comités Techniques Locaux pour que cela montre un malaise au niveau du département à travers le Tableau de Bord de Veille Sociale.

AVEC FO DEFENDONS L'INDEPENDANCE SYNDICALE

Permanence FO : DDFIP site Moulin, fo.ddfip93@dgfip.finances.gouv.fr ☎ 01.48.96.62.30